

INTERGLOBAL

LIBYE

Benghazi, la ville rebelle en eau trouble

Maryline Dumas

La capitale de Cyrénaïque semble devenir de plus en plus incontrôlable. Les attentats se multiplient depuis la libération du pays. Beaucoup y voient la main d'Al-Qaïda.

Que se passe-t-il à Benghazi ? C'est la question qui inquiète tout le monde en Libye. Le berceau de la révolution, symbole des soulèvements populaires, est en proie depuis plusieurs mois à une insécurité chronique. Il y a eu, bien sûr, l'incendie du consulat américain le 11 septembre 2012 (voir woxx 1181), mais aussi des attaques de convois et de bâtiments diplomatiques et de bureaux d'ONG. Plus récemment, des bombes ont explosé devant des commissariats ou le parquet. Enfin, de hauts fonctionnaires ont été assassinés ou enlevés.

Ces actes n'ont pas été revendiqués. Mais les suspects ne manquent pas. Comme autant de maux dont souffre la Libye. La population accuse les islamistes, ces derniers dénoncent un complot d'anciens kadhafistes et les autorités locales pointent du doigt les criminels de droit commun relâchés pendant la révolution. Et les fédéralistes - qui militent pour une plus grande indépendance de la Cyrénaïque - en profitent pour dénoncer l'incurie de Tripoli.

Se couvrir les cheveux

Au commissariat Fayyad, attaqué le 12 décembre, les traces noires de l'explosion de la bombe artisanale sont toujours visibles sur le mur blanc, et dans les esprits des fonctionnaires.

Une voiture aux vitres teintées passe lentement devant le bâtiment et, immédiatement, les policiers sont sur le qui-vive. « Les islamistes nous défient. Nous les policiers, et le gouvernement », accuse Abdelhafid Ahmed Awami, un policier en service. « Ils veulent contrôler le pays, mais ils ne peuvent pas, parce que nous sommes là. Après l'Egypte et la Tunisie, ils veulent venir en Libye et prendre notre argent. Tout ce qui arrive en Libye est lié à eux. »

« Les groupes islamistes derrière ces événements sont plus actifs à l'Est », explique Abeir Imneina, professeure de science politique à l'université de Benghazi. Très impliquée dans la société civile de sa ville, elle évoque notamment la milice Ansar al-

Charia, littéralement « les défenseurs de la charia » (citée dans l'attaque du consulat américain). Cette milice avait été délogée par la population elle-même (voir woxx 1183), après la mort de Chris Stevens, l'ambassadeur américain. Si elle ne s'occupe officiellement plus de la sécurité des lieux publics, elle est toujours présente à Benghazi, mais de façon plus discrète. « Ansar al-Charia, comme beaucoup de milices, regroupe des jeunes chômeurs à qui on donne du pouvoir, des armes. Ils sont financés par l'étranger et il est probable qu'Al-Qaïda soit derrière tout ça. Et ce n'est pas la seule, ajoute la politologue, « La milice du 17 Février, par exemple, est financée par le Qatar, tout le monde le sait. »

Al-Qaïda. Lorsqu'on prononce ce nom devant le tout nouveau chef de la sécurité de Benghazi - son prédécesseur, Fradj al-Dersi a été assassiné le 20 novembre 2012 -, Mustapha Raïq rigole : « Personne ne dit haut et fort : 'Je suis d'Al-Qaïda!' Rien ne prouve pour le moment qu'Al-Qaïda est derrière tout cela. Une chose est sûre : ceux qui organisent ces attaques ne veulent pas que nous nous rendions maîtres de la sécurité de Benghazi. » Pourtant, le militaire reconnaît : « Ceux qui font des bombes artisanales et tirent sur les gens devant les commissariats de police sont très organisés. Le gouvernement travaille sur cette possibilité. »

Attaques et financements venus de l'étranger, les islamistes s'en défendent. « Dès qu'il se passe quelque chose à Benghazi, on dit que c'est notre faute », s'agace Ahmed A. Zlitni. Celui qui fut le capitaine des rebelles dans la partie Ouest du pays pendant la révolution est aujourd'hui le porte-parole de l'« union des musulmans ». Ce mouvement serait la branche civile d'Ansar al-Charia, selon une source du conseil local de Benghazi, même si l'homme refuse de l'admettre. Ahmed A. Zlitni n'accepte de parler à la presse qu'après avoir posé une exigence : que l'auteur de ces lignes se couvre les cheveux. « Ansar al-Charia n'a aucun lien avec l'étranger ou les Frères musulmans. Mes amis d'Ansar al-Charia sont de simples musulmans qui pensent que le Coran doit faire loi en Libye. S'ils obtiennent ce qu'ils veulent, ils arrêteront de se battre. Ce sont juste des hommes qui veulent mettre en place la loi de Dieu. »

Vue de Benghazi : Ville en proie à des déchirements intérieurs.



Malgré les attentats,
la population
de Benghazi...



PHOTOS : MARLYNE DUMAS

L'ancien rebelle préfère la thèse d'un complot kadhafiste : les partisans de l'ancien régime tueraient les policiers afin de faire accuser les islamistes, qui se sont toujours opposés au Guide.

Le prosélytisme

Oussama el-Cherif, chargé de la communication au sein du conseil local de Benghazi, ne penche pas non plus pour la piste islamiste. « Les investigations ne sont pas finies. C'est compliqué, mais, selon moi, ils ne sont pas impliqués dans ces attaques. » Dans son tout nouveau bureau - le conseil vient de déménager dans le bâtiment de l'école turque -, il penche pour une troisième piste : celle des 3.000 criminels de droit commun qui ont été relâchés par Mouammar Kadhafi au début de la révolution pour tenter de mater la rébellion. Selon Mustapha Raïq, seul s30 pour cent d'entre eux auraient retrouvé les geôles libyennes. « Notre travail est de tous les emprisonner à nouveau, mais certains ont réglé leurs comptes entre eux et ont été tués », explique le chef de la sécurité. « Les attaques contre les commissariats pourraient venir de ces anciens détenus qui cherchent à se venger », affirme Oussama el-Cherif, laissant penser que Fradj al-Dersi - le prédécesseur de Mustapha Raïq - aurait pu être assassiné par l'un de ces criminels. Chargé, sous l'ancien régime, du département anti-drogue, il a en effet participé à de nombreuses arrestations. Mais cette thèse ne tient pas longtemps : le suspect arrêté pour le

meurtre serait un proche des réseaux terroristes. Durant sa première journée de détention, il a reçu près de 70 messages codés sur son téléphone portable laissant penser à un lien avec Al-Qaïda, selon un responsable de la sécurité.

Autre source d'instabilité, selon Oussama el-Cherif : le prosélytisme. Et l'élue de citer la Croix-Rouge (dont les bureaux ont été touchés par une roquette le 21 mai 2012) et le Croissant-Rouge iranien (sept employés ont été enlevés en juillet et remis en liberté en octobre 2012) qui auraient tenté de convertir la population au christianisme ou au chiisme (les musulmans chiïtes sont majoritaires en Iran). « Tous les Libyens sont musulmans et sunnites. Il n'y a pas d'autres

religions ici. Nous sommes pacifistes, mais il ne faut pas s'attaquer à ce sujet. Nous nous battons pour défendre notre religion et rester unis », explique le Libyen. Un discours qui rappelle la mise en garde d'un Benghaziote, quelques heures plus tôt : « Vous allez au conseil local ? Vous verrez, ils ont tous été élus en tant qu'indépendants, alors qu'en fait, ce sont des islamistes. »

Pourquoi se présenter en tant qu'indépendant ? Parce qu'à Benghazi, comme dans toute la Libye, la majorité de la population ne porte pas dans son cœur cet extrémisme religieux. « Ce ne sont pas de vrais musulmans », « ce n'est pas ça l'islam », entend-on régulièrement. « Non aux Frères musulmans qui travaillent

pour le Qatar », disent quelques tags visibles sur la grande route qui passe devant le Tibesti, l'un des hôtels les plus connus de la capitale de Cyrénaïque. Pourtant dans les rues de Benghazi, les hommes portant fièrement la barbe et l'habit traditionnel - pantalon court et djellaba - semblent plus visibles qu'à Tripoli. Et quelques affiches à la gloire des martyrs de la révolution du 17 Février 2011 arborent un visage bien connu : celui de Ben Laden. Elles restent tout de même marginales.

Les policiers ont peur

Malgré tous les incidents, les Benghaziotes continuent de vivre tranquillement. « Rien n'a changé pour moi. Je continue à faire mes courses comme d'habitude, il n'y a pas de souci », explique une femme. « La situation est stable », explique Mustapha Raïq, au département de la Sécurité de Benghazi, « vous pouvez vous en rendre compte par vous-même : les gens travaillent, se baladent... Ils vivent normalement. »

Vivre normalement oui. Mais travailler ? Pour les policiers de Benghazi, c'est en tout cas devenu une tâche compliquée. Mustapha Raïq reconnaît qu'il doit constamment changer le lieu de travail de ses hommes. Certains d'entre eux refusent même de porter l'uniforme qui leur donne l'impression de se transformer en cible.

Ce n'est qu'à mots couverts, que les policiers parlent de ceux - ou plutôt celles - qui les effraient. « Les milices travaillent avec nous, mais

...reste confiante et continue de vivre normalement.



INTERGLOBAL



Tag « Le fédéralisme et pas les Frères musulmans qui travaillent pour le Qatar »

en même temps, elles cherchent à prendre notre place », explique un fonctionnaire amer. Plus ou moins placées sous le contrôle du gouvernement, ces brigades font la loi, face à une police aussi mal équipée que déconsidérée. Sous le régime de Mouammar Kadhafi, les policiers n'étaient pas armés. Le Guide, craignant un éventuel coup d'Etat, préférerait armer sa garde personnelle. D'un autre côté, la population regarde toujours les policiers comme les petites mains de l'ancien dictateur.

« Les milices sont bien équipées, elles ont plus de matériel que nous,

car elles ont des financements étrangers. Nous avons fait des demandes de matériel auprès du gouvernement. Nous voulons des caméras, des chiens... mais nous attendons toujours. Si cela continue comme ça, je vais arrêter », explique Abdusalam al-Ferjani, un policier du commissariat Fayyad. Autour de lui, tous ses collègues reconnaissent se sentir en danger.

Après les islamistes, la seconde entité à être l'objet des reproches est le gouvernement. Faible, incapable, corrompu, trop central, plein de kadhafistes : les policiers, comme la po-

pulation, n'ont plus confiance dans leur gouvernement. Et pour remédier à tous ces problèmes, ils ne voient qu'une solution : que la Libye devienne une fédération. « Dès que ce sera le cas, notre vie deviendra bien plus belle ! »

Avantage aux fédéralistes

Et ce n'est pas Abubaker M. Buera qui dira le contraire. Le président du parti fédéraliste « Union nationale » (en cours de création) juge, lui aussi, le gouvernement trop faible, pour ne pas dire incapable. « La Libye est aujourd'hui comme une maison qui ouvre grand sa porte à Al-Qaïda. » Et son mouvement pourrait bien tirer parti de cet échec sécuritaire. Dans le cas d'une Libye fédérale, il imagine que chaque région disposera de sa propre police, « ce sera alors beaucoup plus facile de résoudre le problème de sécurité de Benghazi ». Facile, car l'homme politique imagine l'Etat fédéré de l'Est plus proche de ses compatriotes. Incorruptible et purgé de tout kadhafiste, l'Etat fédéré qu'il propose se veut l'antidote de l'Etat central gangrené.

Mais pour que la Libye devienne une fédération, encore faut-il l'écrire dans la Constitution. C'est tout le problème des fédéralistes. Si grâce - entre autres - aux problèmes d'insécurité, le mouvement fédéraliste se développe à l'Est, il n'est pas présent

au sein du Congrès général. Et pour cause : les fédéralistes ont choisi de boycotter les élections de juillet dernier, arguant que le nombre de sièges attribués à l'Est n'était pas assez important (voir woxx 1170). Il avait été décidé que le Congrès nommerait un comité de 60 experts (20 originaires de l'Ouest, 20 du Sud et 20 de l'Est) pour rédiger la Constitution. Deux jours avant l'élection, le gouvernement change d'avis, espérant calmer les velléités des fédéralistes : le comité des 60 sera élu par le peuple. La légitimité de cette décision est actuellement à l'étude, suite à des recours juridiques. A Tripoli, les députés sont majoritairement contre. Tous répètent à l'envi : « Nous avons justement été élus pour nommer le comité. »

« Les Frères musulmans contrôlent le Congrès grâce aux députés qui se sont présentés sans étiquette », affirme Abeir Imneina. « Ils ne veulent pas d'une nouvelle élection qui verraient leur échec. A l'opposé, les fédéralistes ont besoin de cela pour montrer leur force. » Et de la force, les fédéralistes disent en avoir. Abubaker M. Buera menace déjà de « fermer les frontières et stopper les raffineries », s'il n'obtient pas gain de cause.

Benghazi n'en a pas fini avec les bras de fer et l'enjeu est stratégique. « Tripoli a le pouvoir politique, Misrata possède les armes et Benghazi c'est le pouls social du pays », sourit Abeir Imneina. « Pour contrôler le pays, il faut avoir la mainmise sur la ville. »

Le mur du commissariat Fayad touché par une bombe il y a 3 semaines



Semaine prochaine :

Où va l'argent de la culture ?

Est-il investi durablement ou dilapidé dans l'événementiel ? Des questions que nous poserons à Jo Kox, nouveau président du Fonds culturel national.



woxx - déi aner wochenzeitung / l'autre hebdomadaire, früher: GréngeSpoun - wochenzeitung fir eng ekologesch a sozial alternativ - gegründet 1988 - erscheint jeden Freitag • **Herausgeberin:** woxx soc. coop. • **Redaktion und Layout:** Luc Caregari (luc.caregari@woxx.lu), Karin Enser (karin.enser@woxx.lu), Léa Graf (lea.graf@woxx.lu), Richard Graf (richard.graf@woxx.lu), Susanne Hangarter (susanne.hangarter@woxx.lu), Raymond Klein (raymond.klein@woxx.lu), Renée Wagener (renee.wagener@woxx.lu), David Wagner (david.wagner@woxx.lu), Christiane Walerich (christiane.walerich@woxx.lu), Danièle Weber (daniele.weber@woxx.lu). Unterzeichnete Artikel und Grafiken geben nicht unbedingt die Meinung der Redaktion wieder. Die Redaktion behält sich Kürzungen vor. **Karikaturen:** Guy W. Stoos • **Fotos:** Christian Mosar • **Verwaltung:** Martine Vanderbosse (admin@woxx.lu) • **Bürozeiten:** Mo. - Fr. 9 - 13 Uhr • **Druck:** c. a. press, Esch • **Einzelpreis:** 2,00 € • **Abonnements:** 52 Nummern kosten 85 € (Ausland zzgl. 32 €); StudentInnen und Erwerbslose erhalten eine Ermäßigung von 40 € • **Konto:** CCPL IBAN LU18 1111 1026 5428 0000 (Neu-Abos bitte mit dem Vermerk „Neu-Abo“; ansonsten Abo-Nummer angeben, falls zur Hand) • **Anzeigen:** Tel. 29 79 99-10; annonces@woxx.lu; Espace Régie, Tel. 44 44 33-1; Fax: 44 44 33-555 • **Recherchefonds:** Spenden für den weiteren Ausbau des Projektes auf das Konto CCPL IBAN LU69 1111 0244 9551 0000 der „Solidarité mam GréngeSpoun asbl“ sind stets erwünscht. Bitte keine Abo-Gelder auf dieses Konto • **Post-Anschrift:** woxx, b.p. 684, L-2016 Luxembourg • **Büros:** 51, av. de la Liberté (2. Stock), Luxembourg • **E-Mail:** woxx@woxx.lu • **URL:** www.woxx.lu • **Tel.** (00352) 29 79 99-0 • **Fax:** 29 79 79